



ARRETE MUNICIPAL n°2023-05
Portant renouvellement d'une concession
dans le cimetière communal
Concession MASSON

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu, le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et 2, L2213-8 à L.2213-10, L.2223-13 à L.2223-18, R.2223-10 à R.2223-23,

Vu, la délibération du conseil municipal n°2021-052 du 02 juillet 2021 fixant les tarifs des renouvellements des concessions des cimetières municipaux de Grésy-sur-Aix pour l'année 2022,

Vu la demande de renouvellement formulée le 09 janvier 2023 par Madame Béatrice MASSON et Madame Marie MASSON domiciliées 1380 boulevard Lepic à Aix-les-Bains

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le renouvellement des concessions dans le cimetière communal.

Considérant que la concession n°33-D (6 places) délivrée le 08 janvier 1973 pour une durée de 50 (cinquante) ans à Monsieur Arthur MASSON, concessionnaire originel est arrivée à échéance.

ARRETE

Article 1 La concession identifiée ci-dessus est renouvelée pour une période de 30 (trente) ans à compter du 08 janvier 2023.

Article 2 : Le renouvellement par les ayants droit sus-désignés est effectué pour l'ensemble des successeurs du concessionnaire originel.

Article 3 : Le renouvellement est accordé moyennant la somme de 2100 (deux mille cent) euros qui a été versé dans le caisse du percepteur municipal réparti comme suit :

- 1400 € (mille quatre cent euros) pour la part commune suivant quittance n°.....21.....du 02/02/2023
- 700 € (sept cent euros) pour la part CCAS suivant quittance n°.....9.....du 02/02/2023

Article 4 : un exemplaire du présent arrêté sera adressé aux bénéficiaires de la concession ainsi qu'au comptable public de la trésorerie d'Aix-les-Bains.

Article 5 : Ampliation est faite à :

- Monsieur le Maire de Grésy-sur-Aix
- Monsieur le Comptable public de la trésorerie d'Aix-les-Bains
- Madame Béatrice MASSON
- Madame Marie MASSON

Fait à Grésy-sur-Aix, le 09 janvier 2023

Le Maire,
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 12/01/2023
Notifié à l'intéressé le : 12/01/2023
Certifié exécutoire le : 12/01/2023

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.